

ISLANDE

Les performances de l'économie se sont sensiblement améliorées depuis le milieu des années 90, ce qui a permis à l'Islande de réduire son écart de revenu avec les États-Unis. Néanmoins, elle accuse encore un retard considérable pour la productivité de la main-d'œuvre.

Priorités reposant sur des indicateurs

Réduire les obstacles à l'entrée des firmes domestiques et étrangères

Malgré la libéralisation des marchés intervenue depuis que l'Islande a rejoint l'Espace économique européen (EEE) en 1994, des barrières relativement élevées empêchent toujours les entreprises nationales et étrangères d'entrer dans certains secteurs, comme l'énergie et la pêche.

Mesures prises : La vente de la participation détenue par l'État dans le capital d'Iceland Telecom a repris après avoir été suspendue en 2002, la situation du marché n'étant alors pas favorable. Les autorités n'ont pas l'intention de privatiser la principale compagnie nationale d'électricité.

Recommandations : Accroître l'ouverture des secteurs de l'énergie et de la pêche, notamment aux entreprises étrangères, afin de favoriser la croissance de la productivité et de décourager les comportements anticoncurrentiels de la part des entreprises dominantes.

Réduire le soutien à la production agricole

Le soutien aux producteurs agricoles représente encore plus du double de la moyenne OCDE, et les prix d'achat de leur production sont presque trois fois supérieurs à ceux du marché mondial. Cela se traduit par une lourde charge pour les consommateurs comme pour les contribuables, et par l'affectation persistante de ressources en excès à des activités dont la productivité est faible.

Mesures prises : Les politiques publiques ont peu évolué depuis que la suppression des derniers prix administrés, relatifs aux produits laitiers, a été repoussée une première fois en 2001 à mi-2004, avant d'être reportée finalement à 2012.

Recommandations : Déployer de nouveaux efforts pour réduire le soutien à l'agriculture – en particulier les formes d'aide qui faussent les incitations à la production. Démanteler le système protecteur fondé sur des quotas très contraignants et des droits de douane élevés, afin que les prix à la consommation puissent baisser.

Améliorer les taux de scolarisation et de réussite dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire

Environ 40 % de la population d'âge actif n'est pas allée au-delà du premier cycle de l'enseignement secondaire et, même parmi les jeunes, le niveau de formation reste nettement inférieur à la moyenne OCDE.

Mesures prises : Depuis dix ans environ, les autorités accordent une importance prioritaire aux dépenses d'éducation, si bien que leur niveau est aujourd'hui nettement supérieur à la moyenne OCDE en pourcentage du PIB.

Recommandations : Tout en maintenant à un niveau élevé les dépenses d'éducation, en particulier dans l'enseignement non supérieur, mettre l'accent sur la qualité et le rapport coût-efficacité, en augmentant quelque peu, par exemple, des effectifs par classe qui sont actuellement relativement faibles. Veiller à ce que le processus de formation des salaires encourage le développement des compétences.

Autres priorités essentielles

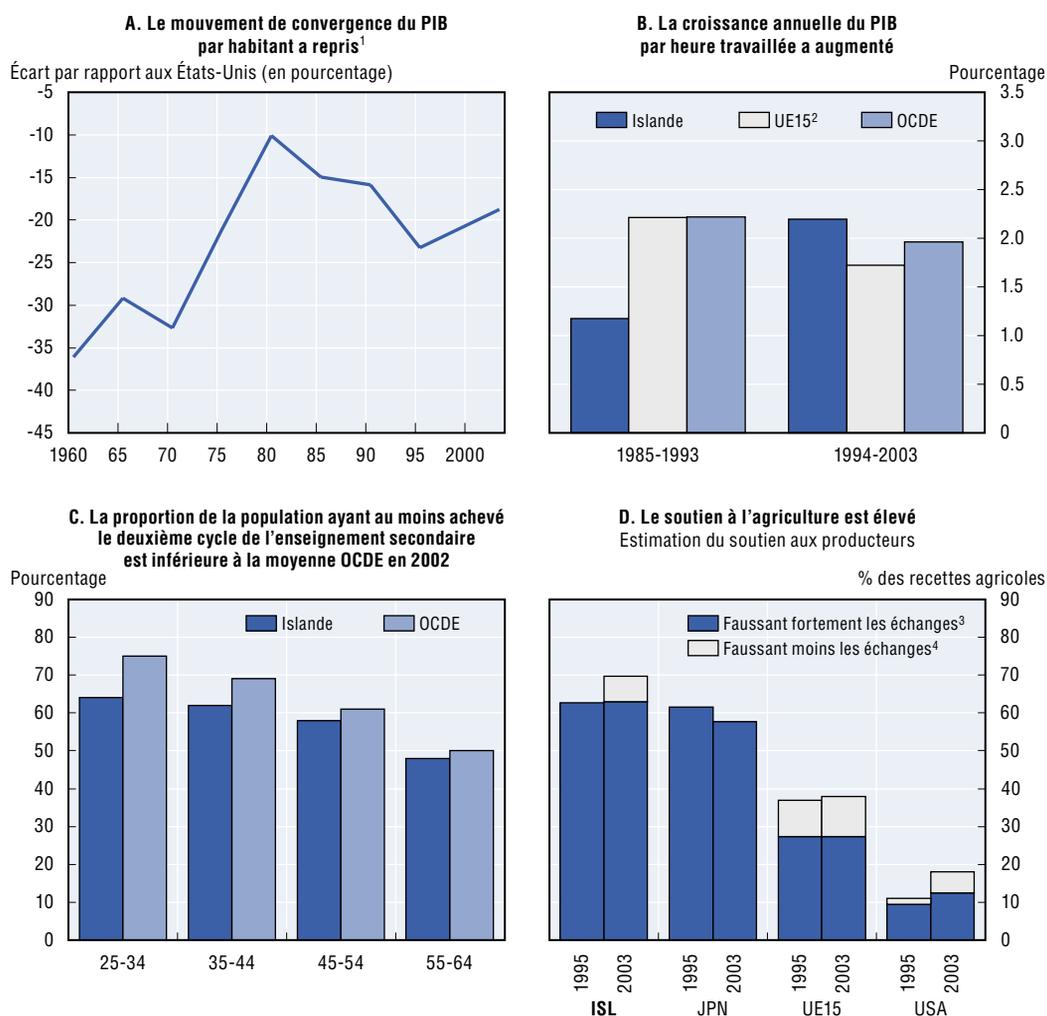
- Accélérer la mise en place d'un cadre de gestion et d'évaluation des performances dans le secteur public, en l'intégrant dans la procédure budgétaire, afin de réaliser des gains d'efficacité et d'enrayer la dérive des dépenses.
- Réduire la garantie publique dont bénéficient les obligations émises par la Caisse de financement du logement, qui fausse les choix de placement entre le logement et d'autres formes d'actifs.

ISLANDE

Indicateurs structurels

	1990	1995	2000	2003
Croissance tendancielle du PIB par habitant (en pourcentage)	0.8	0.9	2.9	2.0
Taux d'emploi tendanciel	85.1	83.1	84.3	84.3
Taux d'activité tendanciel	86.7	86.7	86.7	86.7
Taux de chômage structurel (NAIRU)	1.8	4.1	2.8	2.8

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 76.



1. Écart en pourcentage avec le PIB par habitant des États-Unis, à parité de pouvoir d'achat constante (PPA) de 2000.
2. À l'exclusion de l'Autriche et du Luxembourg.
3. Soutien des prix du marché et paiements fondés sur les extrants produits et les entrants consommés.
4. Paiements au titre de la superficie/du nombre d'animaux, des droits antérieurs et du revenu total d'exploitation.

Source : Graphiques A et B: *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 2004 ; OCDE, *Statistiques de la population active*, 2004 ; *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76 ; graphique C: OCDE, *Regards sur l'éducation*, 2004 ; graphique D: OCDE, Base de données des estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs.